



Les gouvernements européens doivent protéger et soutenir le journalisme indépendant

Plus de 150 journalistes, représentants d'organisations de journalistes et de conseils de presse, ainsi que des universitaires, des hommes politiques et des militants de la société civile se sont réunis les 17 et 18 mars au Centre Solidarność de Gdansk, en Pologne, pour la deuxième édition de la conférence sur les médias européens libres.

Les participants, dont la vice-présidente de la Commission européenne, Vera Jourova, et le chef du département de la société de l'information du Conseil de l'Europe, Patrick Penninckx, ont présenté de nouvelles recommandations pour soutenir le développement des médias libres.

La soirée du jeudi, consacrée à la guerre en Ukraine, a réuni des journalistes ukrainiens, russes, biélorusses et moldaves, dont Andrei Bastunets, président de l'Association biélorusse des journalistes (BAJ) et Mykola Semena, délégué du Syndicat national des journalistes d'Ukraine (NUJU).

Voici la résolution globale adoptée à l'issue de la conférence :

« L'effroyable guerre contre l'Ukraine ne se contente pas de détruire la vie de millions de personnes, elle a aussi militarisé l'information par la propagande, la désinformation, le mensonge et la censure.

- Quatre journalistes ont été tués en Ukraine alors qu'ils couvraient la guerre ;
- Des dizaines de journalistes ont été blessés, capturés ou ont disparu ;
- Les journalistes ukrainiens sont confrontés à un danger mortel au quotidien ;
- Un paysage médiatique pluraliste et dynamique est menacé d'extinction en Ukraine ;
- Les journalistes russes indépendants ne peuvent plus faire leur travail sans risquer d'être punis ou emprisonnés ;
- Les journalistes biélorusses ne peuvent travailler qu'en exil ;
- Les journalistes et les médias en Moldavie et en Géorgie sont sous pression et dans une situation vulnérable.

La vérité est la première victime d'une guerre et elle est actuellement menacée par la désinformation et la censure. L'Ukraine est la victime de l'invasion armée, mais nous sommes tous victimes de la

guerre de l'information. Les démocraties reposent sur une information libre, un journalisme libre et des médias libres.

Les journalistes indépendants, par-delà les frontières, partagent des valeurs communes. 150 journalistes de plus de 25 pays, dont l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie, réunis à la conférence de Gdansk Free European Media 2022, expriment leur soutien à la liberté de la presse, libre de toute restriction, censure, punition et emprisonnement.

Nous demandons instamment à **tous les gouvernements européens de respecter, de protéger et de soutenir le journalisme indépendant par-delà les frontières**, y compris dans les pays en guerre et en conflit, et nous appelons à des actions :

- pour permettre aux journalistes ukrainiens de continuer à faire leur travail dans les conditions de sécurité nécessaires ;
- pour maintenir et renforcer l'assistance aux journalistes biélorusses ;
- pour soutenir les journalistes indépendants en Russie par le biais de bourses et de formations professionnelles dans des établissements d'enseignement européens ;
- à fournir des visas d'urgence ou humanitaires aux journalistes russes et biélorusses menacés et à leurs proches ;
- lancer des appels aux autorités ukrainiennes pour qu'elles ordonnent aux banques ukrainiennes de débloquer les comptes de tous les journalistes biélorusses ;
- encourager la coopération professionnelle entre les journalistes de la région.

Il faut également soutenir, dans toute l'Europe, la viabilité des médias, l'éducation aux médias, l'autorégulation, le pluralisme et le professionnalisme afin de permettre aux médias libres et au journalisme indépendant de s'épanouir et de lutter contre la désinformation et la propagande. »

Le SNJ-CGT a participé à cette conférence, organisée par Free European Media et la Fédération Européenne des Journalistes (FEJ), en coopération avec la Commission européenne, le Conseil de l'Europe (CoE), le Centre européen pour la liberté de la presse et des médias (ECPMF).

Montreuil, le 21 mars 2022.